

Rapport d'évaluation

LA GOUVERNANCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN HAÏTI

Les grands chantiers de l'ANESRS pour une académie moderne, régulée et inclusive

I. Évaluation section par section

Titre et résumé : Le titre est informatif et pertinent. L'objectif est clair. Cependant, s'agissant d'un texte d'opinion/journalisme scientifique, l'usage d'une structure de résumé académique classique (avec section « méthodologie ») crée un décalage typologique, car il n'y a ni protocole empirique ni données d'enquête originales.

Introduction : Le contexte socio-historique et l'urgence de la régulation en Haïti sont bien posés. La question centrale (comment structurer la régulation sans étouffer l'autonomie) est clairement formulée et justifiée.

Matériel et méthodes : *Point critique majeur :* le texte adopte une posture d'essai/article d'opinion. Le processus de sélection des sujets, la définition de variables et les critères de réplification empirique sont absents ou inapplicables, ce qui confirme que la grille d'évaluation IMRAD classique est inadaptée à ce format.

Résultats et discussion : Il n'y a pas de présentations de données empiriques sous forme de tableaux, figures, unités ou calculs statistiques. Le texte s'appuie sur une revue de littérature comparée (Dobbins, CAMES, CAPES, etc.) et des données contextuelles (chiffres sur le PIB, nombre d'IES). L'analyse est bien contextualisée et évite la surinterprétation.

Conclusion : Elle répond aux objectifs en synthétisant la nécessité d'arbitrer entre autonomie et standards communs. Elle met en lumière les défis réels d'application sur le terrain.

II. Synthèse de l'étude et recommandations aux auteurs

Synthèse L'étude analyse la restructuration de la gouvernance de l'enseignement supérieur en Haïti à travers l'opérationnalisation du CESRS-ANESRS. Elle examine trois chantiers clés : l'établissement d'un cadre normatif, la séparation entre régulation et gestion, et la mise en place d'un système d'information décisionnel. S'agissant d'un article d'opinion, la démarche s'appuie sur une revue de littérature comparée plutôt que sur une méthode empirique. Son apport principal réside dans la contextualisation des modèles internationaux (CAMES, CAPES) adaptés aux contraintes haïtiennes. La principale faiblesse repose sur l'absence d'études de cas concrètes sur les mécanismes d'arbitrage du CESRS. L'ensemble demeure toutefois hautement cohérent.

Recommandations aux auteurs

- 1. Clarifier la posture rédactionnelle :** Assumer explicitement le format « article d'opinion / essai d'analyse politique et académique » pour éviter la confusion avec un article de recherche empirique IMRAD.
- 2. Ancrer dans l'actualité institutionnelle :** Illustrer les chantiers normatifs par des exemples concrets relatifs à l'adhésion de l'ANESRS à la Déclaration DORA et à la science ouverte (HAL).
- 3. Approfondir la faisabilité :** Expliciter brièvement les mécanismes de financement et de viabilité opérationnelle du système d'information décisionnel.

III. Synthèse globale et recommandation pour l'éditeur d'Espace Sciences et Société

Synthèse globale Cet article d'opinion offre une analyse stratégique et rigoureuse des chantiers de l'ANESRS. Il enrichit les connaissances sur la gouvernance universitaire en Caraïbe en articulant théorie comparée et chiffres clés de la crise haïtienne (budget R&D, co-publications). Le défaut majeur est l'utilisation d'une structure hybride hésitant entre essai d'opinion et article scientifique classique, sans données empiriques propres. L'argumentation est néanmoins parfaitement cohérente et fluide.

Recommandation à l'éditeur : Révisions mineures L'article est recommandé pour publication après révisions mineures. L'auteur doit ajuster la mise en page pour l'aligner sur les standards du journalisme scientifique d'Espace Sciences et Société (style d'essai engagé et vulgarisé), supprimer toute référence implicite au modèle IMRAD, et ajouter un encadré synthétique sur les engagements phares de l'ANESRS (DORA, science ouverte, annuaire national).

IV. Proposition de plan de rédaction (Journalisme scientifique / Article d'opinion) Afin de respecter les standards internationaux du journalisme scientifique (abandon du schéma IMRAD au profit d'une narrative journalistique d'expertise), voici le plan proposé à l'auteur :

- 1. Accroche et Constat (Le Choc des Chiffres) • Titre percutant et sous-titre**
orienté vers l'action.
 - Description de la crise : prolifération anarchique des IES, faiblesse du budget de R&D (<0,08 % du PIB) et dépendance scientifique.
 - L'événement déclencheur : l'installation du CESRS en janvier 2026 comme rupture avec le « laisser-faire ».
- 2. Chanter I : Protéger le Public par le Droit (Le Cadre Normatif)**

- Sortir de la régulation prédatrice ou bureaucratique : poser des normes d'accréditation claires et évolutives.
- La protection des étudiants et des familles contre la marchandisation des diplômes.

3. Chantier II : Ne pas être Juge et Partie (Séparation Régulation / Gestion) •

Pourquoi l'État ne doit pas administrer les universités à leur place.

- Enseignements tirés des modèles régionaux et internationaux (CAMES, CAPES) adaptés au contexte caribéen.
- La composition hybride du CESRS comme garantie d'indépendance scientifique.

4. Chantier III : La Transparence par la Donnée et la Science Ouverte

- L'annuaire national et le système d'information décisionnel : réguler par des preuves et non des intuitions.
- Éviter le piège de l'opacité algorithmique dans la gestion des données.
- L'engagement envers DORA, HAL et la science ouverte comme levier de souveraineté et de visibilité.

5. Perspective & Appel à l'Action (L'Avenir de l'Académie Haïtienne) • La

gouvernance comme acte de souveraineté intellectuelle.

- L'arbitrage nécessaire entre autonomie académique, équité sociale et standards d'excellence.

Rapport d'évaluation

LA GOUVERNANCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN HAÏTI

Les grands chantiers de l'ANESRS pour une académie moderne, régulée et inclusive

- importer.
- *Information publique* : annuaire, indicateurs, critères publics et contestables. Le numérique comme risque d'opacité, pas seulement comme modernité (garder Frouillou / Mocquet, en une phrase).

5. Ce que la gouvernance doit produire (½ page)

Relier les trois chantiers à la jeunesse et à la valeur du diplôme. Une ou deux données de recherche suffisent ; renvoyer DORA à l'article 2 et le classement national à l'article 6.

6. Contre-arguments et limites

Capacité de sanction, ressources, capture politique, conflit public/privé, autonomie constitutionnelle de l'UEH. Dire ce que l'article *ne* tranche pas.

7. Ouverture / exigence finale

Critère de succès : non le nombre de textes produits, mais la tenue des équilibres lors du premier conflit d'agrément. Appel adressé à l'ANESRS *et* aux établissements.

Consignes de forme

- Titre actuel : le conserver ; il est informatif et aligné sur la série.
- Remplacer le « Résumé » IMRAD par un chapô journalistique de 80-120 mots (enjeu + thèse + trois chantiers).
- Supprimer mots-clés académiques ou les réduire à une ligne éditoriale.
- 8 à 12 références utiles, pas une bibliographie de revue. Privilégier sources primaires haïtiennes (décret, arrêté du *Moniteur*, listes MENFP) et 3-4 textes comparatifs.
- Une voix : « nous soutenons que... » ou « l'enjeu est de... », pas « les résultats montrent que... ».
- Longueur cible : 1 400-1 800 mots.

En résumé : le fond tient ; c'est le contrat de lecture qu'il faut réécrire. L'article doit cesser de mimer une étude pour devenir ce que la rubrique promet : une opinion informée, sourcée et discutable.

Rapport d'évaluation

LA GOUVERNANCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN HAÏTI

Les grands chantiers de l'ANESRS pour une académie moderne, régulée et inclusive

1. Grille de lecture par section

Titre et résumé	Le titre est informatif et pertinent ; l'objectif est explicite (examiner trois chantiers de gouvernance). La présence d'un Résumé, d'un Abstract en anglais, de mots-clés bilingues et d'une numérotation en sections (I, II, III...) relève toutefois du format d'article scientifique, alors que la commande éditoriale porte sur un article d'opinion de 3 à 4 pages (jusqu'à 6), destiné au journalisme scientifique et non à un comité de lecture académique.
Introduction	Le contexte est bien posé (176 à plus de 200 IES, décret du 11 mars 2020, installation du CESRS en janvier 2026). La question qui structure l'article est formulée avec clarté et justifiée par la littérature comparée citée. Ce niveau d'argumentation, adapté à un article scientifique, reste surdimensionné pour un article d'opinion.
Matériel et méthodes	Section absente, ce qui est normal puisqu'il ne s'agit pas d'une étude empirique mais d'un essai argumentatif appuyé sur la littérature. Le résumé annonce cependant « des données propres au contexte haïtien » : leur origine devrait être précisée, en particulier pour les chiffres cités en partie V (part du PIB en R&D, nombre d'articles indexés entre 1900 et 2017), donnés sans référence bibliographique associée. C'est la faiblesse la plus concrète du texte.

Résultats et discussion	Pas de tableaux ni de figures, ce qui convient au genre. L'argumentation est bien articulée et les sources (Dobbins, Denef et al., Mok & Lo, Mocquet, Frouillou et al.) sont mobilisées à bon escient, sans surinterprétation. La densité de citations (24 références en bibliographie APA) reste
	excessive pour un texte de vulgarisation destiné au grand public.
Conclusion	Elle répond bien à l'objectif annoncé et fait écho à l'introduction (l'image de l'organigramme). Les limites de l'étude ne sont pas discutées explicitement, ce qui est mineur pour un article d'opinion mais aurait pu nourrir une ouverture vers de futurs travaux.

2. Synthèse pour les auteurs (200 mots)

La méthodologie, essentiellement argumentative et appuyée sur la littérature comparée en gouvernance universitaire, est appropriée à l'objectif d'examiner les trois chantiers de réforme portés par l'ANESRS. L'article apporte une contribution réelle : il resitue la gouvernance haïtienne dans un cadre comparatif (CAMES, CAPES, France, Italie, Québec, Maroc) tout en évitant l'écueil du copier-coller de modèles étrangers, et il articule solidement cadre normatif, séparation régulation-gestion et système d'information décisionnel.

Les principales faiblesses tiennent au format, non au fond. Le texte adopte l'appareil d'un article scientifique (résumé, abstract, mots-clés, sections numérotées, 24 références académiques) alors que la commande éditoriale porte sur un article d'opinion de 3 à 4 pages pour un lectorat non spécialisé. Deux chiffres clés (part du PIB en R&D, nombre d'articles indexés 1900-2017) manquent de source explicite et doivent être référencés. L'article dépasse par ailleurs largement le format attendu.

Le texte est cohérent en lui-même : la thèse (la gouvernance se mesure à sa capacité d'arbitrage, non à son organigramme) est posée dès l'introduction et reprise fidèlement en conclusion. Recommandation : conserver l'argumentaire, mais le reformater selon les codes du journalisme scientifique.

3. Synthèse globale pour l'éditeur d'Espace Sciences et Société (150 mots)

La conception de l'article est appropriée à l'objectif visé : documenter les trois chantiers de gouvernance de l'ANESRS avec un ancrage comparatif solide. Il apporte une réelle valeur ajoutée par rapport à la fiche signalétique, notamment sur les enjeux de séparation régulation-gestion et de numérique décisionnel. Le défaut majeur est un décalage de format : le texte est rédigé comme un article scientifique (résumé, abstract, mots-clés, sections numérotées, bibliographie académique dense) et non comme un article d'opinion de 3 à 4 pages destiné au grand public, avec des statistiques clés non sourcées en partie V. L'article est cohérent en lui-même, sans contradiction interne.

Recommandation : révisions majeures, essentiellement de forme et de format (réduction de longueur, suppression de l'appareil académique, sourçage des chiffres, allègement des références), le fond argumentatif étant déjà solide et ne nécessitant pas de reprise substantielle.

4. Plan de rédaction proposé (journalisme scientifique, hors format IMRAD)

Objectif : reformater l'article en 4 à 5 pages environ, format attendu par la rubrique, en conservant l'argumentaire déjà solide de Quetya Aubin, mais en le débarrassant de l'appareil académique (résumé/abstract, sections numérotées, bibliographie APA de 24 titres) au profit d'un format opinion.

1. Accroche (150-200 mots)

Ouvrir sur un fait concret et parlant pour un lecteur non spécialiste : le nombre d'institutions d'enseignement supérieur en Haïti (176 à plus de 200) et l'absence historique de régulation. Pas de résumé académique ni d'abstract, une entrée en matière journalistique qui donne envie de lire la suite.

2. Le contexte en une scène ou un exemple

Raconter concrètement ce que signifie l'expansion anarchique pour un étudiant ou une famille (diplôme non reconnu, filière sans habilitation). Introduire ensuite le décret du 11 mars 2020 et l'installation du CESRS en janvier 2026 comme le tournant institutionnel.

3. La question qui structure l'article

Formuler simplement la question de fond : comment le CESRS peut-il réguler sans étouffer l'autonomie académique ni copier des modèles étrangers inadaptés. Éviter le jargon de gouvernance comparée, garder une seule idée forte par paragraphe.

4. Premier chantier : un cadre juridique clair

Expliquer en langage courant pourquoi des règles stables (création, accréditation, sanctions) protègent les familles plutôt qu'elles ne brident les universités. Un exemple concret vaut mieux qu'une citation théorique.

5. Deuxième chantier : séparer réguler et gérer

Illustrer la distinction avec une image simple (l'arbitre et les joueurs) plutôt qu'avec les références CAMES/CAPES détaillées, qui peuvent être résumées en une phrase plutôt que développées comme dans la version actuelle.

6. Troisième chantier : des données pour décider

Présenter l'annuaire national en construction comme un outil concret utile aux familles et aux décideurs. Si des chiffres (PIB recherche, publications) sont repris, les sourcer clairement ou les retirer.

7. Ce que cela change pour le pays

Relier les trois chantiers à un enjeu que le lecteur perçoit directement : crédibilité des diplômes, confiance des familles, souveraineté scientifique. Remplacer la section statistique dense par deux ou trois chiffres forts, bien sourcés.

8. Chute (100-150 mots)

Terminer sur la même idée forte que l'accroche (la gouvernance se juge à sa capacité d'arbitrage dans la durée), sans rouvrir de nouveaux arguments. Une phrase de clôture nette, pas une liste de références académiques à la fin du texte, remplacées par 3 à 5 sources clés citées en style journalistique dans le corps du texte.